



HAL
open science

Ordre, rébellion et extension des domaines de lutte

Alain Bauer

► **To cite this version:**

Alain Bauer. Ordre, rébellion et extension des domaines de lutte. Revue Lexsociété, 2022, pp.1-8. 10.61953/lex.2921 . hal-03601573

HAL Id: hal-03601573

<https://hal.science/hal-03601573>

Submitted on 8 Mar 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - ShareAlike 4.0 International License



Ordre, rébellion et extension des domaines de lutte

in X. LATOUR (dir.), *L'autorité et la sécurité : l'exemple de la gendarmerie nationale*,
Université Côte d'Azur, 2021

ALAIN BAUER

Professeur de criminologie

*Equipe Sécurité et Défense – Renseignement, criminologie, crises,
cybermenaces (ESDR₃C)*

Conservatoire National des Arts et Métiers

Résumé : Entre rageosphère des médias sociaux, passage à l'acte à distance, violences sociales et terroristes, guet-apens contre les forces de l'ordre en et hors services, un large espace d'incertitudes s'est ouvert. L'ère des « insécurités » (sociales, sécuritaires, climatiques, sanitaires...) nécessitera la reconstruction et la réhabilitation d'un service public de qualité, dont la force publique, citoyenne et contrôlée, restera la colonne vertébrale indispensable.

Mots-clés : insurrection, révolte, maintien de l'ordre.

« *Vogliamo tutto!* » « *Nous voulons tout* », s'écriaient en 1969 les ouvriers de la Fiat de Turin, déclenchant une des plus dures et des plus violentes révoltes ouvrières du siècle. Ce sont alors les ouvriers qui sont les symboles enragés de l'affrontement destructeur avec la société de l'époque.

Lorsque « *Nous voulons tout* » paraît chez l'éditeur Feltrinelli (qui mourra avec une bombe en tentant dit-on de faire sauter un pylône électrique), l'Italie fait face à la généralisation de la contestation et la radicalisation de l'affrontement politique.

Apparaissent alors des groupes révolutionnaires : Lotta continua, Potere Operaio puis les premières Brigades rouges (et en France les Napap, Gari ou la future Action directe).

Il s'agissait d'un mouvement ouvrier, structuré, de classe, qui controvait largement le très puissant Parti communiste italien qui, entre 1966 et 1968, avait fait son *aggiornamento* d'avec Moscou.

Ce soulèvement est-il comparable à la Jacquerie 2.0 que la France connaît avec les Gilets jaunes ?

Dix-huit révoltes populaires d'importance enregistrées depuis 1624 : 1789, 1830, 1848, 1871, 1934, 1953, 1968, 1986, 1995, 2003, 2005 : régulièrement, les pêcheurs, les agriculteurs, les étudiants, les routiers ou les Bonnets rouges contre l'écotaxe, ont précédé les Gilets jaunes .

Mais cette révolte-là semble d'une autre nature. Plus profonde. Plus enracinée. Plus déterminée.

Sans chefs (et les contestant dès qu'ils émergent), friands de réseaux sociaux et de négociations filmées au grand jour, partisans d'une démocratie directe sous contrôle d'un Big Brother social inattendu , les Gilets jaunes semblaient avoir provisoirement réussi ce que les syndicats et les partis les plus contestataires

espéraient depuis longtemps : une possible convergence des luttes, en tout cas de celles et ceux qui luttent. Ni ultradroite, ni ultragauche. Plutôt ultrapeuple.

Partout en France, dans ces espaces périphériques qui semblent en fait avoir glissé du mauvais côté d'une frontière invisible érigée entre rentiers et victimes de la mondialisation (ces dernières sans services publics, ni internet haut débit, ni investissements d'avenir...), on croisait des blocages, des rassemblements, des affrontements, des dialogues, des citoyens qui inventaient au jour le jour¹; une sorte de fête des voisins déshérités. Dont la violence n'est ni exclue, ni obligatoire.

Ainsi fusait la vapeur de tant d'années de mépris pour un peuple qu'on avait un peu vite oublié et qui devait, envers et contre tout, s'adapter. Comme si le premier de cordée était en fait seul. Les autres restant accrochés ici et là, mais ne pouvant plus grimper. Et se persuadant, souvent à juste titre, qu'on voulait les renvoyer plus bas et que leurs enfants vivraient moins bien qu'eux. Alliant ainsi la désespérance du moment à la certitude de la régression à venir.

Ce concept de lutte, pour réussir, nécessite aussi des professionnels de la contestation permettant un débouché possible : la négociation ou la révolution.

Or cette population de retraités exaspérés, de faibles revenus étranglés, de laissés pour compte périphériques, ne semble à l'aise sur aucun des deux terrains. Elle souhaite qu'on l'écoute, qu'on l'entende, qu'on la comprenne. Mais pour les revendications, son malaise est patent. Et pour la révolution, elle paraît fort divisée. Elle hésite entre le mouvement de foule violent si bien décrit par Le Bon et le rejet de la casse, sans vraiment la condamner¹.

Essentiellement pacifiques ou limitant leurs démonstrations de force à la destruction d'outils statiques et symboliques (péages, radars...), les Gilets jaunes sont aussi – parfois à leur corps défendant, mais pas toujours – l'asile d'autres

¹ G. LE BON, « Psychologie des Foules », Revue Scientifique, 1895 et PUF, 1988

colères et d'autres ressentiments, bien moins présentables. Les pillages de Paris, mais aussi les révoltes des DOM-TOM, montrent la complexité de la composition des manifestations.

Quelle que soit l'issue de ces mouvements, leur « radicalisation » sera l'élément majeur de la suite des événements. Car un processus social produit toujours une génération militante. Une élite anti-élites qui se transforme en fer de lance structuré d'une révolte qui refuse encore de le devenir vraiment. Et surtout engendre une « avant-garde » déterminée, naturellement tentée d'obtenir le plus possible. Et si possible tout. Par tous les moyens.

Cette situation ne surprendra que peu les observateurs attentifs des phénomènes des années 1970-1980 qui virent la Guerre froide accoucher d'une paix chaude, marquées par des violents affrontements sociaux et des actions terroristes « rouges » et « noires » qui ne disparurent qu'après la chute du Mur de Berlin.

Un autre italien, Giorgio Agamben, a déjà illustré les problématiques d'une société en réseau et fortement vulnérable à une classe paupérisée hésitant entre révolte et révolution : « *Dans L'Idéologie allemande, Marx consacre plus de 100 pages au théoricien de l'anarchie Stirner, dont il récuse la distinction entre révolte et révolution. Stirner théorise la révolte en tant qu'acte personnel de soustraction, égoïste. Pour Stirner, la révolution, c'est un acte politique qui vise le conflit contre une institution, alors que la révolte, c'est un acte individuel qui ne vise pas à détruire les institutions. Il suffit tout simplement de laisser l'État être, et ne plus l'affronter : il va se détruire lui-même. Marx oppose une sorte d'unité entre la révolte et la révolution. Il cherche l'unité des deux : ce sera toujours pour des raisons égoïstes, pour ainsi dire de révolte, qu'un prolétaire fera un acte directement politique. Je ne dis pas qu'il y a une solution à ce problème, entre les lignes de fuite qui seraient un geste de révolte, et une ligne*

purement politique. Ni le modèle parti, ni le modèle d'action sans parti : il y a besoin d'inventer »².

Face à ces événements, ancrés dans l'histoire du pays, l'État cherche à trouver un dispositif adapté de protection de la paix publique. Depuis la manifestation insurrectionnelle de 1934, des pavés de 1968 ou de l'état d'urgence de 2005, une grande confusion amnésique règne sur la nature même du maintien de l'ordre à la française.

Il fallut attendre très longtemps (1921 et 1945) avant de démilitariser la gestion des manifestations, et de cesser de tirer dans la foule émeutière ou de la charger au sabre et à cheval. Cette lente désescalade s'est accompagnée de la création d'unités spécialisées devenues des gendarmes mobiles et de CRS. Mais aussi des compagnies d'intervention des polices de circonscriptions, notamment à Paris. Toutes les tenues de MO (maintien de l'ordre) ne sont pas portées par des experts. Et on confond souvent le moindre agent déguisé en panoplie Robocop en CRS ou gendarme mobile expérimenté.

La doctrine du maintien de l'ordre s'est donc adaptée. En 1979, on assista à son apogée lors de la manifestation des sidérurgistes à Paris qui permit, suivant les coutumes de l'époque, d'organiser un duel, voire un tournoi, entre service d'ordre (SO) de la CGT et forces de l'ordre sur terrain déterminé et horaire défini en commun, suivi d'une confrontation avec les casseurs (appelés à l'époque « autonomes » ou « totos » pour les intimes), unanimement rejetés par les acteurs du ballet initial.

En 1986, le mouvement étudiant et surtout lycéen se mobilisait et découvrait une nouvelle forme de manifestation. En tête de cortège, devant le SO, une « nébuleuse » s'intercalait et défait autant les CRS que le SO syndical. Dans les années qui suivirent, cette nébuleuse très militante se transformait en se déployant le long de la manifestation pour piller des commerces ou même dans le cortège pour voler les manifestants. Chaque épisode de tensions (1994 (CIP), 1995 (Juppé Retraites), 2003 (Fillon retraites), 2006 (CPE), 2016 (El Khomri),

² Il s'agit d'un entretien italien repris par la presse française en mars/avril 2020.

2019 Gilets Jaunes, 2021 DOM-TOM...) connaît une modification du processus et des variantes : plus dures et structurées lors des rassemblements anti mondialisation, plus spontanées lors des émeutes de 2005 suivant la mort de deux enfants dans un local électrique, rassemblant aléatoirement des manifestants aux objectifs contradictoires....

Chaque fois, après une phase de sidération puis d'adaptation, le maintien de l'ordre se reconfigure, reprend le dessus, et une solution politique se dessine (en général par le retrait de la disposition incriminée). Mais il existe hélas une grande capacité d'amnésie dans la sphère policière qui n'est que très rarement dirigée par des policiers et encore moins par des experts de l'ordre public, qui se font de plus en plus rares.

2019 n'est pas 1934. Les ligues fascistes ne dirigent pas le mouvement mais certains extrémistes profitent de l'aubaine. Ce n'est pas 1968, un processus né dans le monde scolaire et universitaire, relayé par une crise de l'abondance et de la libéralisation dans une société conservatrice et bloquée dans le noir et blanc (et qui fit contrairement à ce que tout le monde raconte, au moins trois morts). Ce n'est pas 1986 (qui fit une victime emblématique). Et on n'oubliera pas Vital Michalon, mort à Creys-Malville en 1977 ou Remi Fraisse, victime d'un tragique accident en 1994 à Sivens.

Le mouvement des Gilets jaunes coagule pour la première fois des rages multiples sans réussir la convergence des luttes disparates et souvent contradictoires. Une véritable rageosphère est apparue, cumulant présence physique et occupation des réseaux. Terrain peu ou mal tenu par les autorités publiques.

Le maintien de l'ordre a donc été confronté à une crise inédite dans sa nature mais loin d'avoir été surprenante pour l'État. En effet, dès 1987, le Préfet Massoni organisera un très rare et très discret Retour d'Expérience (RETEX) sur les événements de l'année précédente. Outre l'Inspecteur général Berlioz, qui fut aux premières loges, des experts participent à une réorientation majeure du maintien de l'ordre à Paris.

Outre la suppression des Pelotons Voltigeurs Motorisés, unité provisoire mise en place autour de moniteurs de sport et de motards de la préfecture de police, à deux sur leurs engins et qui couraient et frappaient avec leurs « bidules » (longue matraque en bois), des manifestants supposés violents et qui furent directement condamnés dans l'affaire de la mort de Malik Oussekin, il fallait réinventer la gestion des foules à l'ère moderne

Des unités mobiles utilisées de manière véritablement mobile, mixtes (uniformes et civiles), en capacité judiciaire et administrative, disposant d'un processus déterminé en accord avec le Parquet et sous contrôle des magistrats, préventif en anticipant sur les lieux de départ, de parcours ou d'arrivée des sujets supposés dangereux, furent proposés ou inventés au cours de cette réflexion qui valait un peu révolution dans les affaires policières de maintien de l'ordre (au sens de gestion démocratique des foules).

La question des blindés fut rapidement abandonnée, tant ces équipements (y compris ceux déployés par la gendarmerie de plus en plus régulièrement) sont parfaitement difficiles à maîtriser en ville et hors d'un conflit en OPEX (opérations extérieures). Mais méritaient un remplacement par des engins adaptés, véloces, et lanceurs d'eau.

Si la question des téléphones portables et de la mobilité accélérée des foules fut envisagée, personne n'avait prévu les effets des réseaux sociaux, ce qui montrait qu'il fallait faire bien plus qu'adapter la doctrine.

Le Préfet Lallement, dont le caractère ombrageux est plus souvent analysé que l'action, a réussi une mutation remarquable de la gestion de ces dispositifs sur le terrain. Il ne revient pas ici d'analyser ses commentaires ou appréciations, mais le bilan de nombre de traumatismes physiques sur les manifestants comme sur les effectifs mis en place pour permettre la tenue des cortèges tout en maîtrisant leurs débordements. Les observateurs avisés pourront constater sans grande difficulté l'effondrement du nombre de victimes traitées par les services de secours ou dénoncées par les organisateurs ou associations de défense des droits humains.

Il reste encore beaucoup à faire pour parfaire la pédagogie du mode d'emploi du droit de manifester, le dialogue préparatoire à la manifestation, la coopération interservices, la réduction des armes dangereuses, l'investissement dans des outils qui non seulement ne tuent pas mais blessent moins. Une vraie révolution culturelle à peine entamée.

Pour permettre de garantir la liberté de manifester et le droit de protester. Pour obtenir du pouvoir quel qu'il soit qu'il réponde à son peuple. Car la réponse sécuritaire n'est jamais qu'un pis-aller qui permet de contenir les révoltes. De rouvrir le dialogue. D'établir la concertation. Mais qui n'a jamais empêché une révolution.

Tout mouvement social couve une génération radicale, une avant-garde révolutionnaire et souvent une réponse autoritaire. Mais au-delà du saccage, il faut savoir aussi éviter le basculement vers d'autres phénomènes, plus minoritaires mais beaucoup plus violents.

Entre rageosphère des médias sociaux, passage à l'acte à distance, violences sociales et terroristes, guet-apens contre les forces de l'ordre en et hors services, un large espace d'incertitudes s'est ouvert. L'ère des « insécurités » (sociales, sécuritaires, climatiques, sanitaires...) nécessitera la reconstruction et la réhabilitation d'un service public de qualité, dont la force publique, citoyenne et contrôlée, restera la colonne vertébrale indispensable.